

L'EDITO

Colette Braeckman

EN AFRIQUE NON PLUS, IL N'Y A PAS DE RECETTES MIRACLES

Si l'espérance de vie des populations africaines demeure en dessous de la moyenne mondiale, le continent détient un autre record, celui de la longévité des chefs d'État en exercice : Mugabe est au pouvoir depuis 1980, dos Santos dirige l'Angola depuis 1979, Museveni a conquis le pouvoir en Ouganda en 1986, Biya est le maître du Cameroun depuis 1982. Au vu de tels dinosaures, critiqués, certes, mais respectés aussi, pourquoi les « petits derniers » qui ne sont aux affaires que depuis dix ou vingt ans, se priveraient-ils d'essayer de jouer les prolongations ? Au Burundi cette année, en République démocratique du Congo d'ici un an, au Rwanda en 2017 et ailleurs encore, la perspective du « troisième mandat », autorisé par un éventuel changement de Constitution, enflamme les esprits et pousse les foules dans la rue. Pour les faiseurs

d'opinion internationaux, et aussi pour le président Obama, la cause est entendue : les institutions fortes valent davantage que les hommes forts et malheur à ceux qui voudraient s'incruster au pouvoir, pressions, blâmes sinon pire encore seront leur lot. Est-ce vraiment aussi simple ?

L'alternance est-elle toujours le seul symbole de la démocratie et du progrès ? En réalité, si le maintien au pouvoir du président burundais Nkurunziza a fait l'objet d'une telle levée de boucliers, c'est surtout à cause des échecs qui lui sont imputés : corruption, violences, arrêt du relèvement économique. Inversement, l'absence de réaction internationale face aux changements de Constitution au Rwanda s'explique par les réels succès engrangés par Paul Kagame, qui a réussi à redresser son pays et à se rendre incontournable sur la scène africaine. Ailleurs, d'autres raisons, moins nobles, peuvent

Une seule exigence devrait être garantie : celle de la sanction populaire

expliquer l'indulgence internationale : le pétrole en Angola, au Gabon, à Brazzaville...

En réalité, en Afrique pas plus qu'ailleurs, il n'y a de recettes miracles : l'alternance se traduit quelquefois comme un « partage du gâteau », un jeu de chaises

musicales entre les élites, tandis que le maintien au pouvoir peut permettre la mise en œuvre de projets de développement à long terme...

Une seule exigence devrait être garantie : celle de la sanction populaire. Pour cela, il faudrait que les peuples, consultés à l'occasion de référendums, de consultations, d'élections puissent réellement faire entendre leur voix, sanctionner les avides ou les incapables, donner leur chance aux nouveaux venus. Ce qui implique de remplacer les donneurs de leçons par des observateurs, qu'ils soient étrangers ou nationaux, de donner des moyens à la presse locale, aux organisations de base. Il faut que

les peuples puissent exprimer librement leur préférence, sinon, comme à Ouagadougou ou Bujumbura, les « printemps de l'Afrique » enflammeront les rues...